

## Madrid

# Le témoignage d'un métallo sur les « Commissions ouvrières »

L'état d'exception décrété fin janvier en Espagne visait moins l'opposition libérale, comme l'a souligné la presse française, qu'un mouvement ouvrier et étudiant de plus en plus combatif. Les militants les plus frappés, outre les membres des organisations nationalistes basques, appartiennent aux Commissions ouvrières. Ce que sont ces commissions, un camarade madrilène qui est parvenu à échapper à la police, nous l'a expliqué.

Ajoutons simplement que les commissions ouvrières sont maintenant coordonnées à l'échelle de toute l'Espagne, qu'elles ont une structure très souple qui va de la commission d'entreprise à celle de quartier (pour les ouvriers du bâtiment par exemple) qu'elles groupent essentiellement les travailleurs sur une base spontanée de classe et que les trois plus importantes organisations qui s'y retrouvent sont le P.C.E. (Parti communiste espagnol), l'A.S.T. (Alliance syndicale des travailleurs) (à l'origine composée de militants catholiques, elle s'est transformée en mouvement marxiste) et le F.L.P. (Front de libération populaire).

« J'étais en liberté provisoire : trois ans de prison pour propagande illégale. Dès la proclamation de l'état d'exception plusieurs camarades qui étaient dans mon cas ont été incarcérés... » Madrilène — Membre de la commission ouvrière du métal — Il a connu la guerre civile, mais n'a jamais quitté l'Espagne — son arrivée à Paris date d'une semaine.

Les commissions ouvrières. Elles ont surgi, lentement, surtout après les grèves de 1962 qui parties des Asturies s'étaient étendues à l'ensemble de l'Espagne. À l'origine, des comités de base formés dans les usines, les puits de mine. Leur coordination est difficile. Mais le 27 janvier 1967, 100.000 ouvriers et étudiants manifestent à leur appel dans les rues de Madrid.

Le 1<sup>er</sup> mai, le 27 octobre de la même année, c'est la classe ouvrière et les étudiants de toute l'Espagne et du Pays-Basque qui affrontent la police : Les commissions se sont coordonnées entre-temps sur tout le pays et ont annoncé grèves et manifestations plus d'un mois à l'avance. Le 1<sup>er</sup> mai 1968, un million de tracts sur Madrid, des manifestations-éclair à travers toute la ville protestant contre la hausse des prix et l'état policier...

« Les commissions ouvrières, c'est l'instrument de lutte que se sont spontanément donnés les travailleurs espagnols contre le capitalisme. Notre gouvernement nous avait taillé des syndicats sur mesure. Une « section sociale » pour les travailleurs élus, mais celle-là n'avait aucun pouvoir. La décision politique, c'étaient les patrons et les bureaucrates du « Mouvement » (1) qui la prenaient. L'argent de nos cotisations et de nos mutuelles était offert aux capitalistes pour le développement national. Les camarades étaient dénoncés, emprisonnés. Alors, le syndicat vertical, obligatoire, avec des fonctionnaires nommés de haut en bas, et les patrons qui ont une section « économique » et parlent au nom des travailleurs, puisqu'il n'y a plus de lutte de classes en Espagne comme dit PACO (2), nous avons compris qu'il n'y avait rien à en tirer. Nous avons nous-mêmes désigné en camarades les plus dignes de nous représenter. En 1964, à Madrid, le Vertical et les patrons nous ont mijoté une convention collective avec des cadences infernales et une discipline encore plus renforcée. La « section sociale » a proposé un contre-projet : salaire minimum, échelle mobile, égalité des salaires entre les hommes et les femmes, semaines de 44 heures... Les patrons ont refusé de discuter. Pendant trois mois la situation a été confuse, mais peu à peu nous avons précisé nos revendications : droit de grève, syndicat indépendant, application du contre-projet. C'est là qu'a été élue la première commission du métal — avec des membres des « sections sociales » et d'autres qui n'étaient pas du Vertical. La commission a convoqué une réunion le 16 septembre. Ce jour-là, il y a eu 20.000 ouvriers dans les rues de Madrid. Alors d'autres branches d'industries ont suivi. »

Mais la grève est illégale, les membres des commissions emprisonnés, toujours en plus grand nombre... « Il y avait un choix à faire : avant le mouvement des commissions ouvrières, les organisations clandestines ne manquaient pas. Il y avait des syndicats clandestins. Mais est-ce qu'on peut rester clandestin quand on fait une grève, qu'on négocie avec les patrons ? Les syndicalistes clandestins avant de lancer une action, ils se comptaient, prenaient des contacts à l'intérieur, à l'extérieur. Pour riposter, il fallait avoir réuni pas mal de signatures au bas du texte. Le résultat ? Nul. Quand ces syndicalistes étaient arrêtés, torturés, nous n'en étions informés que longtemps après. Alors, pour les défendre... Quand la police arrête un délégué élu, elle sait qu'il y a des milliers de travailleurs derrière lui. Dans ce cas, elle préfère se retenir de trop massacrer. Les Commissions, elles

usent de toutes les possibilités de travail légal et illégal. Nous n'allons pas dire à la police où nous imprimons nos tracts. Mais ce n'est pas en se cachant qu'on renverse le capitalisme. »

Car les objectifs des commissions ne se limitent pas à une pure et simple dénonciation : « Avant le mot d'ordre c'était : No pasaran ! Ils sont passés... Puis ce fut « assassins ». Tout le monde peut le crier. Mais il paraît que c'est plus politique que de mobiliser des travailleurs sur des luttes revendicatives et de leur apprendre que l'ennemi c'est le capitalisme. Les commissions qui reconnaissent la lutte des classes, ont deux objectifs :

- créer un syndicat unitaire, indépendant, de classe;
- lutter pour la prise de conscience de la classe ouvrière et la former à prendre le pouvoir.

Sur ce dernier point il peut y avoir des divergences sur la manière, l'opportunité... »

Quels sont les courants qui se retrouvent à l'intérieur des commissions ? Tous les travailleurs conscients y participent-ils ? « Je vais vous dire d'abord pourquoi je m'y suis retrouvé, moi. Je suis marxiste ; mais j'ai été un militant catholique des de la Vanquardia Obrera (1). Jusqu'à 1962, il n'y avait que dans les organisations catholiques que les travailleurs pouvaient s'exprimer, se former syndicalement, où il y avait des ronéos ? puis-ent servir sans que la « politico-sociale » (2) intervienne. Dans la lutte pour la convention collective du métal, je me suis retrouvé avec des communistes et parmi les délégués élus, il y avait beaucoup de tendances. Pourtant, on nous a dit que les commissions, c'était une chose du parti communiste, aussi des camarades en sont restés à l'écart. Moi, je n'ai regardé qu'une chose : qui menait la lutte ? Qui était implanté dans les usines ? Quelle forme d'organisation choisissaient spontanément les travailleurs ? Ça, c'était un critère. Il y a eu les grandes manifestations. Qui menait les actions de masse ? La classe ouvrière avait besoin d'une organisation unitaire. Je me prétends révolutionnaire et j'ai ma petite idée sur la ligne du Parti Communiste Espagnol. Je ne pense pas, par exemple, qu'il y a un bon et un mauvais capitalisme, un avec lequel on peut s'allier et un autre qu'il faut abattre. Je pense même que tout le grand capitalisme espagnol a marché à fond dans l'état d'exception. Mais, je crois d'abord qu'on ne dit pas d'un camarade qui vient de se faire arrêter, ou qui peut l'être, qu'il est réformiste. On ne sera pas compris. C'est par l'action qu'on mène qu'il faut aller plus loin que lui. »

En arrière plan, la répression : celle, sournoise, des amendes et des licenciements ; mais aussi avec l'état d'exception, la torture, la liquidation physique même qui peuvent se systématiser. « Ces deux dernières années, il y avait moins de tortures. Elles ont vraiment repris avec l'état d'exception au Pays-Basque, décrété en août 1968. On a privé de sommeil les camarades pendant un jour, deux jours. Ils étaient debout, les mains levées, les policiers se relayaient pour les garder éveillés. S'ils tombaient, on les matraquait.

« La répression, les coups de force comme l'état d'exception, cela peut nous affaiblir. Mais nous avons plusieurs rangs de militants. Le premier tombe, le second le remplace. Je prend l'exemple du 27 octobre 1967. La police avait arrêté, la semaine d'avant, plus de 500 responsables, préventivement, pour nous désarmer. Mais nous avons multiplié les assemblées dans les usines. Le 25 octobre, il y en a eu près de 140 à Madrid. Les remplaçants sont venus d'eux-mêmes. Dans notre style de travail, nous sommes plus proches de votre forme « Comités d'Action » d'entreprise que des grands syndicats ouvriers européens. Cela a son inconvénient : beaucoup d'arrestations ; mais aussi son avantage : c'est de créer un mouvement de masse. A Bilbao, plus de 30.000 ouvriers se sont mis en grève ; à Barcelone, à Madrid, des usines commencent à bouger. Les commissions de jeunes, qui se sont créées il y a deux ans, tiennent des meetings éclair dans la rue, ou dans le métro, aidées par des étudiants. Nous les avons appelés commandos urbains, et ils font du bon travail. L'état d'exception ? Nous continuons comme avant. Pour nous aider, dites simplement la vérité sur les commissions. Elles forment des travailleurs qui, même s'ils émigrent, ne joueront jamais les jaunes. »

(1) Organisation ouvrière des Jésuites.

(2) Police politique.

## Toulouse

# Une manifestation peu explicite (les drapeaux n'expliquent pas tout...)

Située à moins de 180 km de l'Espagne et comptant plusieurs dizaines de milliers d'Espagnols, Toulouse se devait de réagir à la dure répression qui sévit actuellement de l'autre côté des Pyrénées. Nombreux sont les réfugiés espagnols qui vivent ici depuis 1939 — nombreux aussi ceux qui viennent d'Espagne pour travailler à Toulouse (dans le bâtiment principalement).

Dernièrement, les dirigeants locaux de la C.G.T., du P.C.F., de la S.F.I.O. et de la Ligue des Droits de l'Homme, réunis depuis longtemps dans ce qu'ils nomment le « comité de soutien à l'Espagne », appelaient donc à un meeting à la Bourse du Travail. Quelques jours plus tôt, une « journée d'action dans le bâtiment », ordonnée par la direction locale de la C.G.T., n'avait rassemblé, dans cette même Bourse du Travail, que deux cents participants environ.

Quant aux militants des Comités d'Action, ils n'avaient décidé aucune position cohérente avant ce meeting...

Ce soir-là, la salle de la Bourse du Travail était pleine d'Espagnols. C'était la première manifestation qui les concernait directement depuis la proclamation de l'état d'exception. Ils entendaient manifester leur haine du franquisme. A Londres, Francfort, Milan, des travailleurs émigrés espagnols l'ont fait, par des manifestations spontanées — mais en France, les risques d'être « reconduit » à la frontière sont si grands qu'ils leur faut attendre une manifestation des travailleurs français pour s'exprimer avec ceux-ci. Mais ce soir-là, les travailleurs français manquaient plutôt à l'appel. Peu de choses, pratiquement, avait été fait pour qu'il en soit autrement...

Le meeting se termine par l'annonce qu'une délégation ira porter une pétition au consulat d'Espagne à Toulouse.

Dehors, plusieurs centaines d'étudiants avec drapeaux rouges et noirs sont massés devant la Bourse du Travail et scandent des mots d'ordre (plus ou moins adéquats). Ils ont malheureusement oublié qu'avant d'entreprendre une action il faudrait savoir l'expliquer. Bien peu d'entre eux, par exemple, vont discuter avec les travailleurs espagnols qui sortent de la salle. Et ceux-ci semblent plutôt hésitants, désarmés. D'un côté, il y a les propos démobilisateurs des responsables syndicaux. De l'autre, une troupe bruyante qui paraît plus soucieuse de « faire une manifestation » que de mener une lutte réelle. Et entre les deux s'est déployé le service d'ordre de la C.G.T. qui lance des « Viva Grenella ! » A quoi s'ajoute encore le terrible sentiment d'impuissance inspiré par 30 ans d'exil...

Les C.R.S. prennent position et, petit à petit, les travailleurs espagnols s'éloignent. « Vous comprenez, raconte l'un d'eux à un petit groupe de militants, on ne peut pas se permettre de prendre des risques inutiles. Ce matin, deux compatriotes ont été licenciés dans leur boîte parce qu'ils disaient aux gars de venir ce soir... »

Il semble que l'heure de l'autocritique soit venue pour les militants étudiants. En premier lieu, les contacts avec les quartiers sont insuffisants — ce qui entraîne des erreurs graves. Il est maintenant nécessaire, pour les militants étudiants, d'aller dans les quartiers, de discuter par petits groupes avec la population. C'est là, commence-t-on à se dire parmi eux, que se situent pour le moment les luttes réelles à mener.

De plus, à Toulouse, dans les quartiers populaires, la haine du fascisme est tenace. Des ménagères vitupèrent contre le régime franquiste dans les petites épiceries...

Un comité de solidarité et d'action avec le peuple espagnol vient d'être créé. Il compte engager une campagne d'information et d'action sur la situation en Espagne, tout en reliant celle-ci à notre propre situation

Correspondance collective.

(1) La Phalange.

(2) Surnom donné à Franco.